

CIBLE

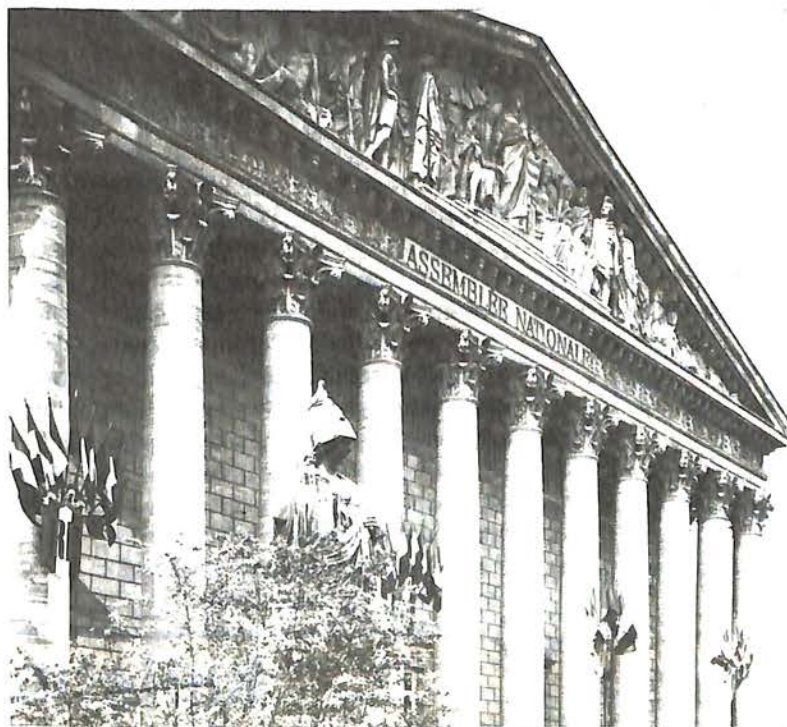
Golfe

Avis aux « pacifistes » de droite et de gauche qui s'obstinent à ignorer, par anti-américanisme daté, par arabolâtrie déplacée ou par simple naïveté, le rôle singulier que joue la France dans la crise du Golfe : si notre pays défend le principe de la souveraineté des Etats et les décisions de l'ONU dans toutes leurs conséquences, il ne fera pas la guerre pour les Américains.

La conférence de presse de F. Mitterrand, le 19 décembre, est à cet égard tout à fait claire. A l'encontre des Américains qui envisagent l'invasion de l'Irak et l'élimination de Saddam Hussein, la France souhaite la libération du territoire koweïtien, autant que possible par les moyens de la diplomatie et si possible selon le plan de paix qu'elle a présenté. A l'encontre des Américains, qui s'opposent à une conférence internationale sur le Proche-Orient, la France souhaite que celle-ci ait lieu et entend jouer, là aussi, son rôle apaisant. Reconnaître ces deux points éviterait les surenchères et les compromissions.

CRISE POLITIQUE

La faute aux députés ?



Pologne

**L'image
de Walesa**

(p. 6/7)

Orthographe

**Une réforme
contestée**

(p. 2)

M 2242 - 549 - 14,00 F



Orthographe et modernité

La moindre des audaces de cette mesure n'est pas de se présenter comme autre que ce qu'elle est, une réforme, sous l'aspect quasi moral d'une... rectification. Or, dans rectification il y a *rectus* : droit, conforme à la règle. Rectifier, c'est rendre droit, corriger. C'est donc aujourd'hui que l'on commettrait des fautes ! en écrivant par exemple *île* avec un accent circonflexe rappelant le *S* du latin *insula*... et du français *insulaire* ; ou un tire-fesses avec un *S* parce qu'on en emploie un seul pour les deux globes charnus de notre anatomie. Rectification, donc ? Non pas ; ré-forme, au contraire, c'est-à-dire action de former une nouvelle orthographe qui, au-delà de la suppression de quelques anomalies (combatif-combatant ; appeler-interpeller) ou archaïsmes (le *i* conservé dans oignon ou encoignure pour rendre le son *gn*), ne repose plus sur l'étymologie ou le sens. L'orthographe doit passer sous les fourches caudines de la « modernité » et de l'« efficacité ».

Car de quelle modernité s'agit-il ? et de quelle efficacité ? L'efficacité informatique nous assure-t-on. Modernité où la langue est réduite à une étroite fonction de communication d'informations univoques par misère

A peine parue au Bulletin Officiel le 6 décembre dernier, la réforme de l'orthographe, bien que modeste, soulève un tollé général même parmi les académiciens et linguistes qui l'ont votée. La méthode et l'esprit qui ont présidé à cette réforme, ainsi que les manœuvres qui ont accompagné le fonctionnement de la commission qui en était chargée, en soulignent le caractère totalitaire.



de sens, dont l'ordre boursier peut servir de modèle. L'anglais a-t-il pourtant une orthographe phonétique ? Non, mais il n'a quasiment pas de problèmes d'accord et ignore l'accent. Pensez-donc ! l'adaptation des logiciels internationaux (c'est-à-dire anglais) à la graphie française est une perte de temps et donc d'argent. Ainsi le rajout de la touche *ù* pour le seul *où*. Quant aux logiciels orthographiques, ils s'essoufferaient à suivre les règles d'accord du français ! Sabrons !

Notre modernité technicienne doit faire plier et appauvrir les richesses orthographiques de la langue qui, trahissant toute une histoire, toute une épaisseur sémantique, font rentrer l'orthographe dans le domaine de l'intelligence, voire de la poésie et du « fantastique ». Il faut soumettre l'orthographe à l'uniformisation mécanique. Car précisément, même si nous avons échappé de peu à une réforme de l'accord des participes passés - mais ce sera pour la prochaine fois... l'esprit de cette réforme est dans la systématisation, c'est-à-dire le fait de « dévoiler » les richesses orthographiques - tenant en particulier aux règles d'accord des mots composés ou à l'étymologie - comme autant d'exceptions ou d'anomalies qu'il s'agit dès lors de rendre mécaniques et de couper du sens. Penser, c'est perdre du temps. Pourquoi dès lors, se demander s'il faut écrire des sans-abri avec ou sans *S* ? L'essentiel est de continuer à ne

pas s'en occuper. Qu'importe qu'on ne fasse plus le lien entre un « mille-patte » rectifié et devenu orthographiquement cul-de-jatte et un animal ayant, par image, mille pattes ? Il n'y a pas de mille-pattes, de toutes façons, dans les terminaux des places boursières ou les bureaux aseptisés de nos technocrates linguistes, qui ont, en l'occurrence et c'est logique, remplacé l'usage ; celui-ci, en effet, naturellement ne va pas dans le sens de la systématisation. Or, toute systématisation est totalitaire par essence.

Quand il s'agit de la pensée, elle est purement criminelle. Quand on tolère qu'une langue, où l'orthographe est liée au sens et à l'histoire de façon essentielle, perde ses racines ou fasse passer au devant une prétendue efficacité à courte vue au prix d'absurdités sémantiques, c'est l'intelligence propre de cette langue qu'on vise, qu'on soumet. Les navettes aujourd'hui fonctionnent toutes seules, mais c'est à l'intelligence - la réforme de l'orthographe n'est qu'un révélateur - d'être soumise à une société technicienne. Celle-là reste néanmoins « tolérée » encore quelque temps : merci pour elle !

Axel TISSERAND

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Orthographe et modernité - p. 3 : La France mal partie - p. 4 : Un projet pour l'Europe - Agonie - Le mépris du ministre - p. 5 : L'or et le fer - p. 6/7 : Walesa président ou les malentendus français - p. 8 : Mythe et révolutions - Un vague souvenir - p. 9 : Vers un nouveau pacte laïque ? - p. 10 : La gloire des libertaires - Pump up the volume - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : La politique en crise

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. part. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

La France mal partie

Si elle n'a pas perdu la guerre, la France a perdu une très grosse bataille économique avec la déroute de Renault, face à Volkswagen, pour la reprise de Skoda.



financière du groupe VAG, et surtout la garantie de maintenir les 22000 emplois actuels (ce qui représente un surcoût important compte tenu de la robotisation) qui l'ont emporté. Il s'agit donc d'une cuisante défaite, non seulement pour Raymond Lévy, PDG de Renault, mais aussi pour le ministre de l'Industrie, Roger Fauroux qui l'avait accompagné à Prague et s'était aligné, mais trop tard, sur les offres allemandes.

Pourtant, le traditionnel « mal français » - pas de présence suivie sur le terrain et déplacement au dernier moment d'un ministre accompagné de PDG - n'est pas ici totalement en cause : la collaboration technologique entre l'ancienne Régie Nationale et la vieille firme tchèque ne date pas d'hier. Le modèle précédant l'actuelle production de Skoda (la Favorit à traction avant dessinée en Italie) avait été conçu en étroite collaboration avec des techniciens de Renault. On y retrouvait d'ailleurs la technologie, aujourd'hui dépassée, des Dauphine et R8 à moteur arrière. Mais ce sont la colossale puissance

rieurs concernant Tatra, aujourd'hui spécialisé dans la fabrication des luxueuses limousines de l'ancienne nomenklatura. Là encore, VAG, avec Audi, est bien placé.

Dans cette affaire, la position des syndicats tchécoslovaques, qui avaient pris nettement position en faveur de la solution allemande, constitue peut-être ce qu'il y a de plus significatif et de plus affligeant. Leur quotidien « Prace » a titré : « Volkswagen égale prospérité ». Oubliée l'annexion des Sudètes, puis de la Bohême-Moravie par le puissant voisin ; oubliés les ravages de la guerre. Aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui représente le « rêve occidental », avec son niveau de vie élevé, son Deutschemark fort et ses voitures de luxe. 45 ans de communisme totalitaire, kafkaïen et économiquement incapable, ont effacé toute mémoire.

Selon *Libération* (1), la CGT « française » elle-même semble avoir fait la propagande de Volkswagen, de peur de voir Renault fabriquer hors nos frontières le petit véhicule actuellement à l'étude sous le nom de code X O6. Si cette information

est exacte, elle montre à quel point le corporatisme peut mener à des analyses économiques à courte vue. La France a intérêt à produire les milieu et haut de gamme, qui dégagent des marges bien plus importantes, chez elle et à occuper le terrain pour le bas de gamme, dans des pays à niveau de vie moins élevé. C'est d'ailleurs ce que se prépare à faire le groupe VAG en produisant VW et Audi en Allemagne et son bas de gamme chez l'espagnol Seat, pour investir les pays méditerranéens, et chez Skoda pour « couvrir » l'Europe Centrale.

Cependant, la partie n'est peut-être pas complètement perdue pour Renault, présent en Yougoslavie (mais là, le risque d'éclatement politique est énorme et l'inflation galopante) avec 10% du marché et 80.000 véhicules, ainsi qu'en Roumanie où Dacia, évidemment nationalisée, produit des Renault légèrement modifiées, et en Turquie (40% du marché avec 100.000 voitures). La firme française va donc devoir redéfinir sa stratégie en Europe Centrale et Orientale à partir de ces points d'appui. Néanmoins, on lui prête l'intention (2) d'exporter une partie de sa production turque vers l'URSS et... la Bulgarie. Quand on connaît les rapports politiques entretenus entre ces pays, on espère que les projets de Renault sont plus sérieux et que la rumeur est inexacte.

Pour l'heure, malgré sa présence en Espagne, d'importantes exportations en Italie et son récent accord avec Volvo, Renault, qui a dû abandonner le marché américain (avec la revente d'American Motors Corporation) est à la croisée des chemins et joue son avenir de grand constructeur automobile.

Alain SOLARI

(1) Lundi 30 décembre 1990
(2) *Le Monde*, mercredi 12 décembre 1990

Agonie

Plus stalinien que le Parti communiste albanais, qui tente depuis quelques semaines une timide ouverture, le P.C. français demeure immobile, comme une sentinelle oubliée sur un champ de bataille désert. Le 27^e congrès confirme cet isolement et cette impuissance, qui réduira bientôt ce qui fut un grand parti politique à l'état de secte. Mais qu'importe à Georges Marchais, s'il en reste le chef...

Inutile de poursuivre plus longtemps cette chronique. Ce n'est plus l'avenir de l'appareil du Parti qui importe maintenant, mais les possibilités d'un renouvellement de l'idée et du projet communistes, tel que l'envisagent les divers groupes contestataires.

Les perspectives à cet égard sont peu encourageantes. Charles Fiterman le «refondateur», après avoir choisi pendant des années une extrême prudence, n'est pas près de conquérir l'appareil d'un Parti organisé selon le principe du centralisme démocratique. Et l'équipe de rechange qu'il pourrait constituer risque de se trouver privée de ses meilleurs éléments, lassés d'attendre un changement qui ne vient pas. La preuve en est que les «reconstructeurs» (Marcel Rigout, Félix Damette, Claude Popere) veulent se «tourner vers l'extérieur» pour «tenter de rassembler dans une maison commune la mouvance communiste et au-delà». Ce faisant, ils risquent de connaître le sort des «rénovateurs» (Pierre Juquin, Claude Llabres) qui se trouvent aujourd'hui complètement isolés. Absence d'unité stratégique, départs échelonnés, projets flous : autant de handicaps sur le chemin d'une renaissance.

Y.L.

Minitel 36 15
AGIR.NAR

Un projet pour l'Europe

Début novembre, la Fédération Régionale des Maisons de Jeunes et de la Culture a été reçue une semaine durant par les responsables du ministère de la Jeunesse du gouvernement d'Aragon. L'Espagne bouge. Et la France ?

Un paysage de western, vide, rasé, âpre et montagneux, puis tout à coup des immeubles se dressent : voici Saragosse... La qualité de l'accueil, dans cet Etat autonome de l'Espagne, a frappé les visiteurs français, mais aussi la jeunesse de leurs interlocuteurs, leur enthousiasme, leur créativité. Il est vrai qu'à Saragosse on compte qu'un tiers des 600 000 habitants ont moins de 28 ans. Vrai aussi que les difficultés sont nombreuses : un taux de chômage de 20%, l'échec scolaire, la drogue, l'alcoolisme, et peu de moyens pour y faire face. Mais de nouvelles réalisations, comme la MJC de Saragosse, montre que l'Aragon bouge. Et l'Espagne avec.

Un exemple : alors qu'il aura fallu vingt ans pour terminer l'autoroute Pau-Bayonne (100 km.), celle qui réunira Saragosse et Madrid (300 km) sera réalisée en trois ans ! Après



Barcelone, candidate heureuse pour les Jeux Olympiques, l'Aragon lance le projet de jeux d'hiver pour 1998 à Jaca. Outre un impressionnant matériel de publicité, plusieurs stations pyrénéennes sont mobilisées et des travaux routiers sont déjà engagés. D'autres sont programmés par l'Aragon ainsi que le développement des équipements sportifs. Cette candidature est donc à prendre au sérieux, tant les projets sont rapidement réalisés. Bienfait de l'autonomie de décision... La France se doit de soutenir

la candidature de Jaca, qui est à cinquante kilomètres de ses frontières.

Quant aux relations franco-espagnoles, il faut accueillir avec satisfaction l'accord Mitterrand-Gonzales en vue de la réouverture de la ligne ferroviaire Pau-Canfranc, en espérant que l'étude de rentabilité ne sera pas circonscrite au trajet en cause puisque cette voie vers l'Aragon et Madrid est indispensable à l'Aquitaine tout entière. Le tunnel du Somport et cette voie ferroviaire permettraient de pénétrer au cœur de l'Espagne en contournant des régions à l'autonomie explosive. Et l'autoroute Bordeaux-Pau-Somport, ou une nationale à quatre voies, doit être décidée au plus vite...

La France serait ridicule si, les JO d'hiver ayant lieu à Jaca, les liaisons routières et ferroviaires n'étaient terminées que du côté espagnol ! La religion de l'équilibre budgétaire ne doit pas nous empêcher de financer les infrastructures de l'avenir.

Ne mettons pas vingt ans à réaliser les investissements nécessaires.

J.-J. BOISSEROLLE

Le mépris du ministre

La Confédération paysanne est une organisation syndicale représentative, reconnue par un décret tardif, après des élections professionnelles où elle avait obtenu 20% des voix (cf. notre entretien avec G. Le Fur, n°545).

Cette organisation a réuni récemment son congrès national à Clermont-Ferrand et, comme il est de tradition dans le syndicalisme agricole, le ministre de l'Agriculture devait y prononcer un discours. Mais Louis Mermaz s'est décommandé et s'est fait représenter par son directeur de

cabinet, adressant ainsi une double insulte à la Confédération paysanne.

Le motif de cette absence ? Ajoutant aux insultes une marque de désinvolture, le ministre a indiqué qu'il n'avait pas eu le temps de définir sa position par rapport aux syndicats agricoles. On peut à bon droit soupçonner M. Mermaz de se moquer du monde. L'absence du ministre signifie qu'il a cédé à la pression de la FNSEA, furieusement hostile au pluralisme syndical. Elle laisse aussi présager la poursuite de la co-gestion entre l'Etat et la FNSEA, qui n'a cessé de privilégier les gros ex-

ploitants et dont le bilan économique est désastreux.

Et dire que ce sont des socialistes qui se comportent ainsi...

Mais ne nous laissons pas aller aux procès d'intention. M. Mermaz a peut-être décidé de ne plus participer aux congrès syndicaux, afin de marquer sa pleine indépendance. A moins qu'il ait eu miraculeusement le temps de «définir sa position» avant le congrès de la FNSEA en mars prochain...

Y. LANDEVENNEC

L'or et le fer

Pourquoi cet acharnement, de nos élites énarques en particulier, contre les «fanatismes nationalistes» à l'Est ? La raison essentielle ne provient pas des risques allégués de guerre, mais de leur activité propre pour laquelle l'existence d'une légitimité politique est une limite fondamentale (1).



1848, «nationalismes, populismes, anarchie», en bref la BERD nous sauvera des Gagaouzes ! (3).

On peut estimer au contraire que les priorités ne sont pas celles auxquelles on en est arrivé à l'Ouest à l'issue du processus, mais celles de tous les commencements ou recommencements : l'agriculture d'abord. Gorbatchev et Mazowiecki ont échoué pour n'avoir pas voulu le reconnaître, alors que c'est ce qui sauve la Chine de Den Xiao Ping. Ensuite la réforme monétaire, l'échange des billets, comme dans l'Allemagne de l'année zéro (1948). L'une comme l'autre, étant éminemment politiques, ne peuvent être menées que par un pouvoir légitime, légitimé par la révolution et les forces traditionnelles qui l'ont faite. La restructuration n'est possible que grâce aux phénomènes identitaires qu'elle modifiera certes à mesure comme l'a bien analysé Schumpeter, mais qui sont indispensables à sa mise en œuvre.

Un véritable chef politique sait cela. L'historien allemand Fritz Stern est allé au tréfonds de la psychologie

de Bismarck, «révolutionnaire blanc», à travers le portrait de son banquier juif Bleichröder : «l'or et le fer». Bismarck, plus traditionaliste que conservateur, a rompu avec son milieu parce qu'il avait compris le rôle d'un certain capitalisme financier au service d'une politique de transition quasi-révolutionnaire, vers l'Etat moderne. On pourrait également parler du Japon impérial. Pour peu que cette orientation soit absente, et dans les deux cas elle le sera ensuite, on risque le fascisme, mais on le risque tout autant, voire plus sûrement encore, par le gouvernement des banquiers qui conduit soit à l'exploitation sauvage, soit à l'erreur économique, parce qu'un tel système «ne tient pas compte des causes qui font agir les peuples ni des effets des mesures qui, judicieuses dans la conduite d'un établissement de crédit, ne suffisent pas à la conduite des peuples» (Bainville).

Walesa a compris qu'il lui fallait poursuivre la thérapeutique du ministre des Finances Balcerowicz s'il

ne veut pas tomber dans la démagogie populiste. Balcerowicz doit savoir que seul Walesa a les moyens de sa politique et que seul il lui donnera les compléments et correctifs nécessaires.

De notre côté, il serait regrettable que l'idée politique qui a présidé au lancement de la BERD soit trahie dans sa mise en œuvre, enfoncée dans la logique de la City où il lui a fallu installer son siège, au détriment de la CEE, de Bruxelles dont elle renforce le «néo-cartélisme» vis-à-vis de l'Est, de Strasbourg : comment parler de «déficit démocratique» par rapport à la BERD ? De Francfort, l'autre banque européenne, qui dispose de dés autrement solides pour l'Est, enfin de Paris qui a peut-être troqué en la matière la proie pour l'ombre, mais que la confusion entre la haute banque et la haute administration au niveau des personnes, quelle que soit leur qualité, est partout jugée excessive et nous discrédite aux yeux tant des véritables financiers que des politiques authentiques.

Ce souffle politique, il nous faudra très tôt le reprendre dans les domaines où il importe à l'Est : l'accès au marché unique et à la politique agricole commune par exemple, autrement décisifs que les quelques millions ou milliards d'écus à fonds perdus par lesquels on voudrait leur faire oublier les vrais enjeux et leurs propres priorités.

Yves LA MARCK

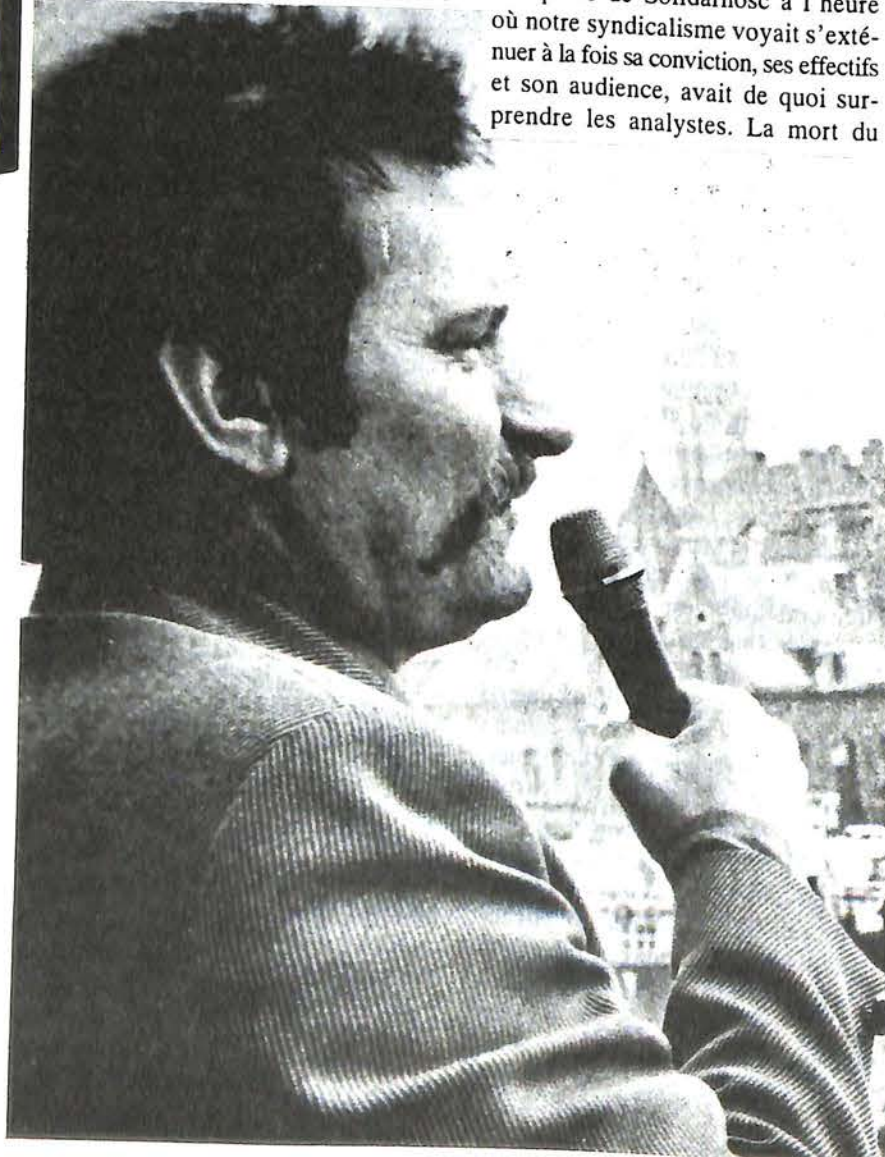
(1) L'un de leurs plus brillants représentants, Alain Minc, l'a appris à ses dépens dans l'affaire de la Société Générale de Belgique.

(2) Sigmund Warburg, Un homme d'influence, Fayard, 1985.

(3) Une certaine presse semble se complaire dans l'exacerbation des sous-régionalismes. Les pages consacrées aux Gagaouzes de Moldavie confinent à la caricature et font penser au ridicule dont Offenbach affublait les principautés du Saint-Empire, avec les mêmes motivations idéologiques !

Walesa président, ou les malentendus français

Depuis six mois, la presse écrite et télévisuelle, par une sympathie justifiée pour Tadeusz Mazowiecki, Adam Michnik, Jacek Kuron, dont les interventions transposaient la campagne jusque sous nos fenêtres, et par un jeu de miroir bien dans la tradition de nos relations passionnelles avec la Pologne, a effectué un spectaculaire retournement à l'égard de Lech Walesa. Briseur de l'unité de Solidarité, ambitieux, populiste, l'électricien de Gdansk a basculé de son piédestal de résistant de choc,



Démocratiquement et au suffrage universel, la Pologne indépendante s'est donné pour la première fois un président. On ne peut éluder les commentaires qui ont accompagné chez nous cette élection.

leader charismatique de la libération polonaise et prix Nobel, au coin des cancrs de la classe, en attendant l'enfer des dictateurs avérés.

Était-ce bien raisonnable ? Ne devait-on pas, examinant plus finement la réalité polonaise, braquer sur l'événement un tout autre regard, et retourner contre nous-mêmes un peu de notre trop superbe sévérité ?

Il est vrai que ce n'est pas la première fois que la Pologne nous prenait à contre-pied. Le surgissement, à l'Est, d'un mouvement ouvrier de l'ampleur de Solidarnosc à l'heure où notre syndicalisme voyait s'exténuier à la fois sa conviction, ses effectifs et son audience, avait de quoi surprendre les analystes. La mort du

marxisme-léninisme n'entraînait donc pas le déperissement de la « classe ouvrière » ? Et le discrédit des « lendemains qui chantent » n'étouffait pas l'espoir de toute révolution ?

Questions naïves ou sottes, où les plus graves intellectuels s'empêtraient...

Que ce mouvement de masse polonais ait eu de surcroît un leader papiste qui sortait son chapelet quand on l'interrogeait sur ses motivations achevait de désarçonner ceux pour qui ces références étaient au mieux « archaïques », au pire, les symptômes réactionnaires d'un intégrisme renaissant.

Puis, la capacité que montra le meneur emprisonné pour résister aux pressions du pouvoir communiste en état de siège, l'habileté narquoise qu'il démontra dans la négociation qui aboutit à la Table ronde de 89, enfin la façon dont il s'effaça pour laisser à Mazowiecki et leurs amis communs la direction des affaires, ne manquèrent pas d'impressionner. Sans que l'on s'avisât clairement toutefois de la prospective judicieuse qui présidait à cette tactique... C'est pourtant celle-ci qu'il fallait considérer.

En demeurant près de la base populaire, dans le créneau syndical où son autorité était pleine et entière, Walesa évitait que, dans les épreuves inévitables de la grande réforme, tous les œufs du mouvement social de libération fussent, dans le même panier, exposés à se casser ensemble. En effet, réduire un peuple impatient à ronger son pain noir à la porte de la draconienne économie de marché libérale, ne pouvait que coûter sa popularité au premier gouvernement ; le paysage syndical en serait bouleversé, les protestataires étant à tout moment mobilisables contre l'austérité ; on pouvait même s'attendre à la remontée des anciens syndicats communistes et à l'émergence d'anarchismes noirs ou droitières incontrô-

lables. En tous cas, la machiavélique reconversion de l'ancienne classe dirigeante, sauf à l'épurer radicalement (ce qui était contraire à l'éthique de Solidarnosc) saurait opposer deux obstacles : blocage et sabotage maximal en sous-main des réformes économiques et administratives (comme en URSS), puis reconstitution de groupes de pression de type capitaliste grâce aux réseaux d'influence financiers, corporatifs et coopératifs encore entièrement aux mains de cette ex-nomenklatura.

Pour pallier ces dangers, Solidarité devait diviser ses forces vives : assumer la charge du gouvernement sans abandonner son rôle de ferment contestataire à l'intérieur du corps social.

Il est malaisé de juger d'ici dans quelle mesure Walesa et ses conseillers ont anticipé sur l'insatisfaction populaire, ou s'ils n'ont pas, au contraire, pris de vitesse un trouble plus radical qui eût hypothéqué l'ordre démocratique lui-même. Mais il est de fait qu'entre la direction syndicale et ses amis au pouvoir, des oppositions sont apparues qui ne sont pas seulement conjoncturelles mais recouvrent un débat de fond quant au rythme des réformes, leurs mesures sociales d'accompagnement, et surtout le discours à employer pour les rendre crédibles à l'opinion : le même débat, en somme, que dans les autres démocraties européennes renaissantes en Tchécoslovaquie et en Hongrie, qui n'en ont pas encore trouvé l'issue satisfaisante.

A cette opposition s'en ajoutait une d'ordre politique. Les nouveaux gouvernants entretenaient l'espoir de conserver comme base populaire, voire comme parti majoritaire, le potentiel du syndicat Solidarnosc. Certes, le futur ministre Alexander Hall nous le disait lui-même en 88, ils étaient sans illusion sur sa cohérence qu'ils savaient vouée à éclater un jour ou

l'autre en diverses familles politiques, du socialisme au centre droit. Mais à flatter quelques mois de trop cette illusion, Mazowiecki et les siens ont forgé un malentendu (auquel les journalistes occidentaux, captifs du mythe « Solidarité » qui rendait les comptes-rendus si confortables, ont mordu comme un seul homme). Ils ont surtout, à l'intérieur, sous-estimé leur impopularité, qui allait déporter un quart des électeurs vers l'affairisme onirique d'un Tyminski.

Si bien qu'il faudrait plutôt remercier le « retour d'ambition » et les foudrues du perturbateur Walesa pour avoir porté le fer dans la plaie quand il était temps. Evidemment, son langage étant demeuré ce qu'il était, plein d'impulsivité et fort peu conceptuel, on a pris son « populisme » avec des pincettes horrifiées comme la résurgence d'un ne sait quel national-catholicisme, en l'aggravant d'imputations antisémites très arbitraires (1), et brandi l'épouvantail de son arrivée au pouvoir comme celui d'un péronisme droitière...

Sa visée méritait une autre considération. Il semble avoir mesuré plus tôt que d'autres le handicap que représentait le maintien à la tête de l'Etat du général-dictateur Jaruzelski, et combien le compromis, utile à la transition douce vers la démocratie, menaçait à la longue de consacrer une compromission historique dans l'esprit de la nation. Il fallait d'urgence un autre président (Mazowiecki en avait-il l'étoffe ?), et préparer l'élection d'une Diète enfin démocratiquement débarrassée du contingent d'anciens du POUP imposé par la Table ronde. Que Walesa ait fait sauter ce verrou, permis une première composition pluraliste du paysage politique après 45 ans de totalitarisme ne mérite certainement pas que l'on claironne la Pologne « internationalement discréditée par cette élection ».

Bien sûr, la désinformation rémanente des citoyens, l'illettrisme politique, les séquelles de l'antisémitisme néo-stalinien, le rejet de l'institution par repli sur les perspectives individualistes, voire le désespoir devant la brutalité de certains changements, font partie de l'épreuve obligée dans ces pays. Ces embûches auraient pu avoir pour effets une abstention massive, le ralliement désespéré à n'importe quel leader aventuriste, ou même la régression dans le bon vieux giron de la « cosa nostra » bureaucratique.

L'abstention de 40 à 45% des électeurs montre que le péril de déprise totale de la citoyenneté est resté médiocre (inférieur en tous cas à celui qui mine la super-démocratie américaine !). Par contre, le succès délirant au premier tour de Tyminski, ce zombi canado-péruvien, visiblement béni par l'ancien POUP pour « exacerber les contradictions capitalistes », montre que le second péril n'est pas illusoire.

Mais que se serait-il passé si, dans les mêmes circonstances, Walesa et son Centrum n'avaient pas été là pour mobiliser 40, puis 75% des électeurs polonais ? On aurait vu, face à la dignité de Mazowiecki, la moitié des suffrages dévoyés vers le fantasme américano-consumériste et, comme la chose s'amorce en Tchécoslovaquie devant le Forum civique, une remontée du cryptocommunisme.

Nos vertueuses indignations à l'égard des arguments « populistes » de Lech Walesa pourraient bien se retourner contre nous. Car qui peut prétendre qu'un immense marais petit-bourgeois exclusivement soucieux de ses intérêts matériels ne constitue pas le fond de notre propre électorat ? La seule différence est qu'il a chez nous bénéficié du délai historique nécessaire pour se scinder en diverses clientèles électorales où l'on s'efforce comme on peut de le « captiver ». Mais à supposer que l'on oppose d'un

coup en France, comme l'urgence l'a commandé en Pologne, la classe de nos intellectuels réformistes à l'ensemble du corps social, et l'on verrait qu'elle rassemblerait beaucoup moins que les 18% de Tadeusz Mazowiecki.

Quant à l'avenir, tout permet de penser que l'unité d'esprit de Solidarnosc peut se reconstituer pour être la majorité présidentielle de Lech

Walesa et qu'elle se structurera dans les temps qui viennent en partis autonomes, capables de préciser leurs références et leur projet. Que le conglomérat temporairement coagulé autour de Tyminski devra être regagné au politique lors des prochaines législatives et, à mesure que la Pologne entre dans l'économie concurrentielle et la solidarité européenne, qu'elle régularisera en dynamisme utile l'anarchisme bien connu de ses entrepreneurs.

Bronislaw Geremek (2), dont la superbe élocution française ne fut pas pour rien dans la manière dont nos médias ont épousé la cause de Mazowiecki, amorce assez bien le tournant probable en reconnaissant à Walesa son formidable « instinct d'animal politique » et en admettant que « tout est possible en Pologne ». Y compris, semble-t-il, que Mazowiecki, le ministre des Finances Balcerowicz ou lui-même soient reconduits au gouvernement jusqu'aux élections et que le Président s'efforce de resituer l'action dans un langage convainquant qui persuade le peuple que l'effort est possible et rentable pour tous.

Parviendrait-il à ressaisir les rênes d'un pouvoir politique en voie d'isolement, et il aura prouvé ce qui est sans doute au fond de sa pensée : que l'esprit qui a fondé Solidarité en lui donnant la force de vaincre la bureaucratie totalitaire n'est pas à mettre au placard pour laisser la place à la terne et scrupuleuse symbolique du Fond Monétaire International.

En dernière minute, un message nous parvient de l'« homme de confiance » de Solidarnosc dans une circonscription de Mazurie ; ce médecin écrit l'avant-veille du premier tour : « Intellectuellement, Tadeusz m'est plus proche, mais Lech a plus de force vitale et de dynamisme pour engager les réformes nécessaires, mettre fin au compromis de la Table ronde et ouvrir l'avenir ».

Le sérieux cartésien frôle parfois le ridicule à commettre son prude magistère au milieu d'une trop fine « querelle de Polonais ».

Luc de GOUSTINE

(1) Cf. l'outrancière dénonciation des paroles de Walesa hors contexte par le porte-parole du PS J.-J. Queyranne (*Le Monde* du 28 novembre 1990).

(2) *Libération* du 27 novembre 1990.

Mythe et révolutions

Le mythe n'est pas le propre des anciennes sociétés : il conserve son actualité et son efficacité, et permet de mieux comprendre les phénomènes révolutionnaires.

Dans le langage contemporain le mythe évoque l'illusion et, lorsque le mot désigne un personnage - le mythe Tapie - c'est pour en dénoncer le caractère factice. Le mythe serait donc le contraire de la réalité et de la vérité, une légende antérieure à la modernité, ou bien une fabrication dérisoire.

Réunis lors d'un colloque organisé par Yves Chalas (1) des sociologues et des historiens se sont attachés à dissiper ces idées reçues (2). Le mythe n'est pas l'opium des sociétés primitives ou traditionnelles, ni l'illusion répandue par quelques habiles, mais une réalité toujours présente et agissante. Que serait la Révolution française sans le mythe romain, et la Révolution bolchevique sans la référence à 1793 ?

Le constat n'a rien de négatif : les peuples vivent de récits, d'images, de symboles qui ne sont pas nécessairement un « retour du refoulé » ou une ruse de la transcendance. Les mythes naissent de la réalité, pour lui donner du sens, et peuvent transformer le monde en donnant leur cohérence et leur dynamisme aux révoltes et aux révolutions. Comment nier le caractère mythique des totalitarismes de notre siècle, qu'il s'agisse du stalinisme, de la Révolution nationale vichyssoise ou du nazisme ?

Comme le montre Yves Chalas, les récits totalitaires, depuis la Révolution française, décrivent tous l'homme dénaturé de l'ancien régime, la Régénération par le sacrifice sanglant en vue de la Transparence.

Mais maintenant ? Libéré de l'emprise ou de la tentation totalitaire,

serions-nous passés à cette « ère du vide » parfois trop complaisamment décrite qui interdirait toute production mythique ? Comme le montre Yves Barel dans sa remarquable communication, nous serions plutôt en attente d'une nouveauté presque là, qui n'a pas encore la force de remplir le vide laissé par les vieilles idéologies et les vieux mythes. Mais ceux-ci ont-ils vraiment disparu ? Le mythe de la Nature fonctionne à plein rendement, et le mythe de l'Identité remplit les urnes. Pour ajouter une touche polémique à ces travaux savants, observons qu'une certaine idée de la nature et une certaine idée de l'identité ont déjà fait bon ménage voici une cinquantaine d'années. Drieu la Rochelle, cité par Raoul Girardet, ne définissait-il pas le fascisme comme « la restauration du corps », la « défense de l'homme contre la grande ville et la machine », « la marche dans le soleil et dans la pluie (...) la veillée à la belle étoile, les arbres, les ruisseaux, le jeu, le couteau »...

Non, décidément, le temps des mythes n'est pas achevé. Raison de plus pour les étudier, afin d'éviter le retour des plus pervers.

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. *Vichy et l'imaginaire totalitaire*, Imaginaire, Actes Sud 1985, prix franco : 95 F.
(2) *Mythe et Révolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, prix franco : 137 F.

**D'accord avec nous ?
Alors adhérez à la
N.A.R. !**

Plantu : *Un vague souvenir* - Le Monde éditions - 160 p. - Prix franco 100 F.

UN VAGUE SOUVENIR !



Comme les concessions de Michel Rocard au printemps dernier et l'alignement subséquent du parti socialiste, il y a tant de faits qui risquent de devenir vagues. Un scandale chasse l'autre, et les massacres se succèdent à un tel rythme, sur divers continents, qu'on finit par tout confondre. Heureusement, il y a Plantu, et ces albums qui regroupent périodiquement ses dessins quotidiens du Monde. Regardez-les, et la mémoire vous reviendra, celle des affaires petites et grandes qui donnent l'ambiance d'une époque.

Tenez, par exemple, aviez-vous noté, lors de l'affaire du foulard islamique, la réflexion d'une abyssale profondeur que fit un jour Georges Sarre en personne ? « La position de Jospin, c'est une connerie, mais on est bien obligé de la soutenir. De toute façon, prendre une autre position, ça aurait été aussi une connerie » confiait le ministre des Transports - apparemment décidé à soutenir toutes les conneries, y compris les siennes ou la sienne.

Il y en a ainsi pour la droite comme pour la gauche, et pour tous les puissants de ce monde. Un dessin suffit à expliquer la méthode Rocard, le désordre dans l'opposition, la stratégie du capitalisme et les relations internationales. Justesse du trait, tracé et décoché...

B.L.

Vers un nouveau pacte laïque ?

Poser la question de la laïcité en termes de pacte implique que l'on prenne d'emblée ses distances avec une doctrine de combat. Ce n'est pas forcément notre pente habituelle, déterminée que nous sommes par une histoire conflictuelle. Mais le conflit n'est pas le dernier mot de la vie sociale qui exige de perpétuels armistices. Ce fut un trait de sagesse de Bonaparte que de mettre fin au grand conflit religieux de la Révolution française. Le retour à la paix ne signifiait pas le retour au statu quo ante de l'Ancien Régime mais un aménagement de nouvelles conditions qui passait par un compromis. Le nouveau système, écrit Jean Bauberot « n'opère pas une laïcisation complète mais contient déjà des éléments de laïcité ». L'institution englobant l'ensemble de la société, la religion catholique va devoir se cantonner dans son domaine propre. Le code civil l'ignore, même si elle est reconnue comme d'utilité publique par l'Etat dans des termes qui sont d'ailleurs ambigus (la préservation de l'ordre social). Par ailleurs il y a désormais pluralisme religieux avec égalité de traitement pour les cultes reconnus.

C'est ce premier compromis qui va être remis en cause à la fin du XIXe siècle avec l'avènement de la IIIe République. La séparation de l'Eglise et de l'Etat ne se fera pas tout de suite. Elle interviendra un quart de siècle après les lois laïcisatrices qui ont tout préparé. Selon Jean Bauberot : « Le tandem école laïque - morale laïque amorçait déjà le mouvement de privatisation de la religion que la séparation va réaliser ». On croit souvent, à cause de la fameuse crise des inventaires qui entraîna diverses violences, que la loi de 1905 est le résultat du combat acharné par le « petit père Combes » contre le parti catholique. Mais telle n'est pas la vérité. En fait, il faut le rappeler, le projet de séparation, loin de correspondre à une volonté persécutrice, correspond à un dessein de paix dont Briand et Jaurès sont les inspirateurs. Ce projet ne correspond en rien à celui de Combes, tout au service d'une laïcité de combat dont le but est de réduire les églises en les tenant solidement en mains.

Briand et Jaurès ont été très loin dans l'amendement de ce qui constituait une machine de guerre contre l'autorité hiérarchique des évêques, avec le désir de favoriser d'éventuelles tendances schismatiques. Il est possible que ce soit Jaurès qui ait finalement trouvé la formule qui permettait de ménager les intérêts catholiques. En effet, les associations qui se créent pour l'exercice du culte, loin d'établir un pouvoir concurrent, devront, selon cette formule, se conformer « aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice ». Les deux chefs socialistes étaient conscients qu'on ne pouvait parvenir à un consensus nécessaire sans faire des concessions. Ainsi peut-on parler une seconde fois de pacte laïque dans la mesure où la loi de séparation s'établit sur un réel compromis qui coûte et profite en même temps aux deux camps qui s'opposaient.

Jean Bauberot, qui fait ressortir nettement les éléments de la négociation, souligne également les caractéristiques de ce qu'il appelle le second seuil de laïcisation. La religion est marginalisée, réduite à une institution-association. Elle devient une affaire privée. L'Etat n'intervient plus que pour faire respecter la liberté de conscience et de culte. « L'Etat reconnaît à chaque citoyen le libre choix et le libre refus de la religion. Les différents cultes sont de « droits privés » mais leur possibilité d'expression collective est garantie. On tente de réaliser une égalité entre les différentes libertés en jeu ».

Cette mise au point historique effectuée, il y a encore beaucoup de choses dans l'essai de Bauberot : une réflexion sur le sacré et les droits de l'homme et donc un approfondissement de la pensée qui fonde la laïcité dans un sens libéral, une approche mesurée et réaliste des nouveaux problèmes posés par la coexistence avec l'Islam ainsi que par l'opposition très actuelle entre valeurs universelles et ordre moral. (Toute la question du mouvement de fond en faveur du Front national est ainsi soulevée). Personnellement, j'acquiesce à beaucoup des propositions qu'il formule, même si j'apporterais ici où là des nuances et même des corrections de langage. Mais c'est à un ordre d'objections plus fondamentales que j'aimerais m'exercer. En effet, la régulation politique du phénomène religieux est une chose. Son rôle effectif dans l'ordre culturel et évidemment spirituel en est une autre. Justement, dans ces domaines, je demeure perplexe devant la prétention d'une pensée laïque à s'ériger en magistère universel qui condescend à reconnaître aux religions une position marginale ou régionale. Autant une situation « démocratique » de partenariat, de dialogue, d'ouverture mutuelle me paraît correspondre à une avancée réelle de la modernité, autant me paraît contestable un processus de sécularisation culturelle dont la dynamique tend à tarir la source religieuse.

Sans doute, la modernité correspond-elle pour la religion à une mutation d'importance. N'assumant plus la gérance globale du corps social, elle ne repose plus que sur un pur volontariat d'adhésion. Mais Marcel Gauchet a montré que c'était principalement l'oeuvre du judéochristianisme d'avoir conduit cette marche à l'autonomie de l'individu. Le concile Vatican II a affirmé la volonté de l'Eglise catholique de se dépouiller de toute ambition terrestre. Cependant le désir actuel de cette Eglise de manifester plus de visibilité pour correspondre à sa mission spirituelle doit-il être conçu comme une menace par la conscience laïque ? Dès lors que les moyens déployés ne s'apparentent pas à une coercition, on voit mal ce qui pourrait susciter la suspicion. A moins que ne soit en cause une volonté concurrentielle ou plutôt hégémonique qui n'admettrait plus de mouvement de fond religieux. Il est vrai qu'un tel mouvement peut changer de nature et faire à nouveau planer une menace d'impérialisme social. C'est à ce point que doivent jouer les règles d'équilibre mûries depuis deux siècles.

Le débat demande à être approfondi, comme il l'est par exemple dans le dernier livre du cardinal Lustiger (1). Il s'agit de savoir si le christianisme est réductible à tous les schémas connus de sacralisation du profane, auquel cas il constituerait une menace permanente pour la liberté. Mais si le mouvement de conversion qu'il induit est réellement distance prise à l'égard des prestiges de l'être, de l'avoir et du pouvoir, les choses changent de dimension. Il ne s'agit plus de conquête d'institutions mais de perfectionnement intérieur. Encore faut-il que le processus de sécularisation consente lui-même à respecter la démarche intérieure en ne décrétant pas l'abolition de la dimension religieuse. Cette abolition est inscrite dans certaines strates de la pensée moderne qui ne sont pas toutes inactuelles.

Gérard LECLERC

Jean Bauberot, *Vers un nouveau pacte laïque ?* Le Seuil
(1) Cardinal J.-M. Lustiger : *Dieu merci, les droits de l'homme*, Criterion.

■ Gérard Leclerc



Cité

IMMIGRATION



DOSSIER IMMIGRATION

- Editorial par Pierre-Paul Zalio
- Entretien avec Gérard Noiriel
- Immigration, nation, natalité par Jean-Claude Barreau
- L'immigration en perspective par Michel Hannoun
- De l'affaire du voile au voile de l'affaire par Pierre-Paul Zalio
- Entretien avec Harlem Désir
- L'exclusion comme nécessité tragique ? (Réflexions sur « La Force du Préjugé »

MAGAZINE

- Si Louis XV m'était conté par Marc Desaubliaux
- Voyage dans un festival « zulu » par Olivier Masclet
- Revue des revues : Mémoires d'Europe par B. La Richardais
- Revues reçues

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 24 de « Cité » et verse 35 F.

☐ s'abonne à « Cité » pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de « Cité »
CCP Paris 23 982 63 N

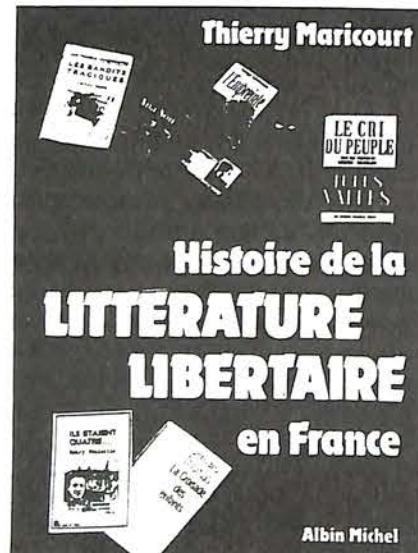
La gloire des libertaires

La gangue poisseuse du consensus mou a au moins un mérite. Pour échapper au lent engluement dans un ennui irrémédiable, nous voilà obligés de nous tourner vers les irrédentistes des marges.

Qu'on les approuve ou désapprouve, les marges ont toujours cet effet bénéfique qu'elles redonnent un peu de vigueur à un sang qui s'assoupit. Il en va ainsi en littérature comme en bien d'autres domaines. Mais se tourner vers ces écrivains sans compromis (ou si peu) n'est pas chose aisée, surtout en un temps où il est tellement plus simple de succomber aux douces incitations télévisuelles : « *Votre dernier roman, mon cher, est un exquis chef-d'œuvre, et je ne saurais trop conseiller à nos très aimables téléspectateurs de l'acheter* ». Oh, ils ne le liront pas, et sans doute avec raison, mais ils l'achèteront. Et cela suffit.

Il fut un temps où des hommes libres auraient écrit, sans peur et sans honte : « *Mon vieux, ton dernier bouquin n'est qu'un scribouillage merdeux, et tu es bien le larbin de tes commissionnaires* ». De là serait née une belle polémique qui nous aurait agréablement réchauffé le cœur.

L'objet de cette digression ? Vous présenter un livre de près de 500 pages, signé Thierry Maricourt. Et de quoi parle-t-il ? Mais, de ces hommes libres justement, et des femmes aussi. Il s'intitule *Histoire de la littérature libertaire en France*. Ne vous laissez pas abuser par le titre : ce n'est pas une simple galerie de portraits tirés de la militance anarchiste. Au-delà d'une éventuelle appartenance politique, qui ne fut souvent que ponctuelle, tous sont d'abord des hommes et des femmes qui ont eu (ou ont encore) l'audace ou l'impudence de dire non. Dire non, comme un cri de révolte contre une société d'une ignoble bonne conscience,



contre l'aveuglement volontaire, contre la suffisance des parvenus. Dire non, comme une autre manière d'être toujours du côté des pauvres, et souvent malgré ces pauvres eux-mêmes. Dire non, pour que le lecteur ne s'endorme pas dans ses certitudes confortables. On le sait, le « non » n'est pas toujours très lucide, et il n'est jamais aussi rentable que le « oui, mais », mais il a l'honneur pour lui.

De Louise Michel à Denis Langlois, en passant par Jehan Rictus, Léo Malet, et bien d'autres, quels que soient les thèmes qu'ils aient abordés ou les genres qu'ils aient privilégiés, chacun selon son tempérament, ce n'est qu'un seul message : « *Ami lecteur, ne prend pas ce qui est pour ce qui devrait être, n'oublie jamais la justice, sois libre !* »

Patrick PIERRAN

Thierry Maricourt *Histoire de la Littérature libertaire* - Ed. Albin Michel - 491 p. - Prix franco 170 F.

Pump up the volume

Voilà un film qui tombe bien et devrait sans problème rencontrer son public. Deviendra-t-il pour autant le « film culte » que certains annoncent ?

Devenu, par on ne sait quel tour de passe-passe *Ya-t-il une vie après le lycée*, *Pump up the volume* (monte le son), d'Alain Moyle, sera-t-il le film culte des lycéens qui, tout récemment, ont manifesté leur mécontentement voire leur colère un peu partout en France ?

Dans une petite ville d'Arizona « le trou du cul du monde » (sic) où sa famille vient de s'installer, Harry, élève modèle le jour, mais qui ne parvient pas à communiquer avec les autres élèves, se transforme, la nuit en Harry la trique. De retour dans sa chambre après une journée passée au lycée, il s'improvise disc jokey. Il distille alors, sur les ondes d'une radio pirate, sa rancœur à l'égard des adultes (parents, professeurs...), sa haine vis-à-vis du système et cherche à faire prendre conscience aux autres lycéens que tout ne va pas pour le mieux dans leur univers doré. De la prise de conscience au passage à l'acte et à la révolte organisée il n'y a qu'un pas qu'Harry, après maintes hésitations, les amène à franchir.

Outre que le sujet colle aux préoccupations des lycées des années 90, et ce sans démagogie aucune, la qualité essentielle de « *Pump up...* » tient dans les structures du récit. Il n'y a pas de séquence d'exposition. Le spectateur est d'emblée, dès les premières images, plongé dans le sujet. Comme si le temps pressait, comme s'il y avait urgence à faire comprendre aux adultes que le malaise qui frappe les lycéens est plus profond qu'on ne pense.

Le vocabulaire de Harry la trique est, par ailleurs, passablement grossier mais il faut davantage y voir les difficultés qu'il éprouve pour s'exprimer qu'une quelconque démagogie ou nivellement par la vulgarité.

La commission de censure américaine qui a interdit le film aux mineurs non accompagnés, pour un « fuck » de trop n'a pas vraiment compris la situation.

Ce que réclament les lycéens du film, de la part de leurs aînés, c'est un peu de considération. Ils sont beaucoup plus réalistes que leurs prédécesseurs. A l'inverse des personnages du « Cercle des poètes disparus » autre film phare, qui l'année passée fit la une de tous les hebdomadaires, les lycéens de *Pump up the volume* ne sont pas d'éternels enfants immatures. Ils ne sont pas si négatifs qu'on pourrait le croire. Il y a chez eux la volonté de s'en sortir, autrement que par le suicide romantique.

Il est cependant nécessaire d'ajouter une précision. Aux Etats-Unis comme en France, ce film, si fidèle à la réalité soit-il, ne peut concerner que les lycéens, et encore seulement la minorité de ceux qui ont la chance d'aller jusqu'au bout de leurs études. Il serait illusoire, sous peine de passer à côté du message d'Alain Moyle, de généraliser et de vouloir reconnaître dans les héros de *Pump up the volume*, les jeunes des ghettos de Harlem, du Bronx ou des cités de banlieue des grandes villes françaises. Or, certains hebdomadaires (1) qui veulent faire de *Pump up the volume* un film culte d'une génération messianique font dans la démagogie, préoccupation étrangère à l'œuvre d'Alain Moyle.

Nicolas PALUMBO

(1) Le Nouvel Observateur du 6 décembre 1990, notamment.

Voeux doux-amers

Les voeux traditionnels qui s'échangent en début d'année ne seraient qu'une formalité courtoise s'ils ne s'accompagnaient d'un souci de vérité qui peut parfois sembler un peu cruel.

insi, pour les royalistes que nous sommes, l'année écoulée et les perspectives pour 1991 permettent tout à la fois d'alimenter notre optimisme et de laisser libre cours à quelque amertume. Celle-ci est liée - ne le cachons pas - aux difficultés et querelles qu'a connues la Famille de France et qui ne lui ont pas permis, depuis plusieurs années, de jouer pleinement son rôle. Même si cette situation est en voie d'amélioration, il est certain que, d'une part elle complique singulièrement notre tâche de propagandistes de l'idée royaliste et d'autre part, elle laisse fâcheusement le champ libre aux tenants des Bourbons d'Espagne.

En revanche, sur le plan international, les perspectives royalistes ont progressé d'une manière spectaculaire. Qui aurait pu penser, il y a seulement un an, que dans plusieurs pays de l'Est l'on reparle de la monarchie comme d'une solution possible ? Quelle en sera l'issue ? Nul ne peut le dire, mais il est certain, de toutes façons, que cela contribuera à rendre plus crédible l'idée royaliste. Nous ne pouvons que nous en féliciter et, ce, avec d'autant plus de conviction que les souverains en question défendent une conception de la monarchie couronnement de la démocratie qui est fort proche de la nôtre.

Quant à la Nouvelle Action Royaliste elle-même, elle a incontestablement gagné en audience et accru le capital de sympathie qu'elle inspire. Le sérieux de notre réflexion et la qualité de nos militants en sont les deux raisons principales. En revanche, on peut déplorer que le développement de notre bimensuel « *Royaliste* » reste à la traîne, ce qui grève d'une manière très lourde notre budget.

1991, qui sera l'année du vingtième anniversaire de notre mouvement, commence donc sous des auspices mitigés. En dehors de ceux que nous adressons sur le plan personnel à tous nos lecteurs, le seul vœu que nous formulerons sera donc que le déroulement des événements en 1991 nous permette, en fin d'année prochaine, de gommer toute amertume de ces voeux doux-amers ...

Yvan AUMONT

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « *Avec le comte de Paris, couronner la démocratie* ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « *Des Bastilles restent à prendre* ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

Demande d'aide

Un jeune historien recherche pour sa thèse toute personne de plus de 70 ans qui accepterait de répondre à une enquête-questionnaire assez courte sur la presse des années 1925-1940.

Ecrire en indiquant vos nom et adresse au C.R.A. (Pascal Blanchard), 9 rue Malher, 75004 Paris.

Merci pour votre aide.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

COUPURES DE PRESSE

A nouveau, nous lançons un appel à nos lecteurs afin qu'ils nous transmettent spontanément tous les articles de presse (même les petites notules) où il est question de la N.A.R.. Ne pas oublier de mentionner le titre du journal et la date de parution.

Nous ne pouvons espérer avoir un livre de presse à peu près complet qu'avec l'aide de tous nos lecteurs.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● Mercredi 9 janvier - Pourquoi la France a-t-elle été battue en 1940 ? Les raisons simplistes toujours avancées ne permettent pas de comprendre cette « étrange défaite ». Témoin de cet effondrement, Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC a repris l'ensemble de la question, qui touche à la politique et à l'organisation industrielle, aux mentalités et à la stratégie militaire... Le résultat de cette recherche passionnante et décisive se trouve dans les deux tomes des « *Français de l'An 40* », dont l'auteur nous livrera les conclusions.



La politique en crise

Latent depuis des années, le malaise politique a soudain provoqué, courant décembre, abondance de déclarations et de diagnostics. Tandis que Michel Noir en rupture de RPR invite une «France malade» au sursaut, Jacques Chirac dénonce la «crise de l'Etat», Simone Veil une «crise de régime», André Passeron une «crise des institutions» et des députés socialistes insistent pour leur part sur la crise de la représentation démocratique... Au lieu de surenchérir, distinguons soigneusement les domaines avant d'examiner quelques solutions.

La «crise» des institutions n'est pas plus grave aujourd'hui qu'au temps du général de Gaulle. Les conflits entre le Président et le Premier ministre existent depuis 1958 et leur rivalité n'a cessé de marquer la 5^e République après 1968. Quant à l'ambiguïté du chef de l'Etat, obligé d'être à la fois arbitre et acteur du jeu politique, elle est inhérente à la fonction présidentielle. Comme nous l'avons cent fois montré, ces faiblesses peuvent être surmontées par la mise en œuvre des principes d'arbitrage, de continuité et d'indépendance inscrits dans notre Constitution - ce que nous appelons la monarchie tempérée par le roi - et non par une destruction des acquis de la synthèse gaullienne et mitterrandienne par le biais du quinquennat ou par l'adoption d'un régime présidentiel (1).

LA DECISION POLITIQUE

Il y a en revanche une sérieuse crise gouvernementale, qui est plus conjoncturelle que structurelle. Le fait est que, contrairement à la pratique antérieure, François Mitterrand laisse au gouvernement toute latitude pour «déterminer et conduire la politique de la nation». Encore faut-il que le premier ministre affirme un projet clair, cohérent et mobilisateur.

Or Michel Rocard a fait le choix, par conviction technocratique et par calcul électoral, d'une «politique modeste», strictement gestionnaire, qui consiste à décider le moins possible, à différer les questions, à laisser pourrir les conflits et à se mettre à l'abri lorsque le vent souffle trop fort. Du coup, l'Elysée se trouve en première ligne plus souvent que nécessaire dans les conflits sociaux de quelque ampleur et se voit obligé d'intervenir pour régler des affaires mineures au risque de se trouver débordé.

Ces facteurs conjoncturels ne doivent cependant pas masquer la crise majeure qui affecte la décision politique en tant que telle. La puissance des castes technocratiques, la confusion des fonctions gouvernementales et administratives, l'inertie propre à la bureaucratie, la dilution des responsabilités, rendent inopérante l'autorité politique, entraînent l'usure rapide de ceux qui l'exercent et aboutissent à une paralysie croissante du système.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'autorité politico-administrative n'est plus stimulée par une contestation syndicale dynamique, ni par une opposition cohérente, et que l'institution parlementaire a de plus en plus de mal à jouer son rôle. Des députés menacés dans leur pouvoir législatif par les organismes européens, des sénateurs qui ont cessé depuis longtemps d'être représentatifs, des «affaires» qui discréditent la fonction parlementaire : le vague à l'âme est compréhensible. Il n'est pas excusable pour autant. Rien n'empêche les élus, qui exercent souvent des responsabilités importantes dans leurs formations respectives, d'avoir des idées, de formuler des projets, d'animer le débat parlementaire en même temps que le débat civique.

Si la classe politique remplit mal sa fonction, c'est, nous le savons, parce que les partis de droite et de gauche ont abandonné la réflexion intellectuelle et se trouvent aujourd'hui

dépourvus de projet. Ce pragmatisme politique, souvent proche d'une attitude cynique, est aggravé par la logique de l'élection présidentielle, qui incite à la constitution de clans et de clientèles à l'intérieur des partis, et aux récentes prises de distances de fœaux impatients - tels François Léotard et Michel Noir.

POUR EN SORTIR

Tels sont, rapidement résumés, les constats que nous faisons pour notre part depuis des années. C'est dire que la prise de conscience de la classe politique vient très tard et qu'il faut sans plus attendre envisager des solutions.

Si la question institutionnelle ne peut être réglée à court terme, il est possible de résoudre le problème de gouvernement en changeant de premier ministre et en renouvelant au moins en partie l'équipe ministérielle.

Souhaitons que le président de la République ne tarde pas trop à prendre cette décision nécessaire, afin qu'une dynamique soit relancée. Il importe d'autre part que les formations politiques, à l'exemple du parti socialiste qui travaille depuis quelques mois sur son projet, entreprennent sans tarder le travail de réflexion qui leur permettra de retrouver l'identité et la capacité de proposition qui leur manquent aujourd'hui. La crise globale de la décision politique sera quant à elle beaucoup plus longue et difficile à résoudre. Elle exige une révolution des structures, des méthodes et du recrutement de la haute administration, accomplie dans le cadre d'une transformation du droit politique (2). Osons enfin l'entreprendre.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du n° 548

(2) cf. B. Barret-Kriegel, *Royaliste* n°541